

LA PRESSE

LE PROJET DE MISE SUR PIED D'UN CONSEIL NATIONAL DE PRESSE

L'hon. Perrin Beatty (Wellington-Dufferin-Simcoe): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre d'État (Multiculturalisme). Dans un communiqué publié hier, le Conseil de presse de l'Ontario affirme qu'il envisage avec beaucoup d'appréhension le projet de mettre sur pied un conseil national de presse sous la coupe de l'État. Le ministre est-il disposé à appuyer la demande du Conseil de presse de l'Ontario qui insiste pour qu'aucun projet de ce genre ne voie le jour avant que tous les journaux n'aient été incités à participer à la création de conseils volontaires à l'échelon régional ou provincial?

L'hon. Jim Fleming (ministre d'État (Multiculturalisme)): Madame le Président, c'est dommage que le député n'ait pas cité d'autres parties du communiqué qui, dans l'ensemble, me paraît favorable aux mesures préconisées par le gouvernement. D'ailleurs en 1970, la Commission Davey avait proposé de créer des conseils de presse. Cela remonte déjà à 12 ans. Les journaux ont eu tout le temps voulu pour agir en conséquence. Sans compter qu'ils pourront toujours intervenir d'ici le dépôt de la mesure législative et avant qu'elle soit effectivement adoptée. J'ai toujours affirmé publiquement que les différents journaux devraient former des conseils de presse.

M. Clark: Des menaces.

M. Beatty: Madame le Président, il semble que le ministre rejette la proposition du Conseil de presse de l'Ontario.

LE FINANCEMENT DU CONSEIL

L'hon. Perrin Beatty (Wellington-Dufferin-Simcoe): Le ministre sait-il ce qu'a déclaré l'un des représentants du conseil de l'Ontario, le Révérend Brad Massman, selon qui aurait prétendu que la création d'un tel organisme équivaldrait à gaspiller 20 millions de l'argent des contribuables. Dès lors comment le ministre peut-il justifier une dépense aussi extravagante alors que le déficit fédéral a atteint 16 milliards?

L'hon. Jim Fleming (ministre d'État (Multiculturalisme)): Madame le Président, je pourrais citer un autre membre du Conseil de presse qui n'est pas toujours dans les bonnes grâces du gouvernement, M^{me} Doris Anderson, qui nous a invités à aller de l'avant avec ce projet.

* * *

LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE

LA RENCONTRE DU MINISTRE ET DES REPRÉSENTANTS DES PETITS ÉPICIERS

M. Bill Domm (Peterborough): Madame le Président, ma question d'aujourd'hui s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations et fait suite à l'engagement qu'il a pris à la Chambre le 14 mai de créer un groupe d'étude sur les balances qui serait chargé de déterminer si le gouvernement devrait exempter les petites entreprises de l'achat de balances en unités métriques. Il a fixé la réunion à lundi. Malheureusement, il a choisi un employé de la Toledo Weigh Scale pour faire fonction de président et six membres seulement des 50

Pétitions

membres de ce secteur pour en faire partie. Comment le ministre justifie-t-il sa décision de n'avoir convoqué que 6 des 50 membres, dont aucun n'est un petit épicier indépendant ni le représentant d'un gros magasin alimentaire à succursales, et d'avoir nommé comme président un employé de l'entreprise américaine Toledo Weigh Scale?

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Olé Toledo!

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Madame le Président, mes consultations avec les représentants de cette industrie se poursuivent. Malgré ce que peut en dire le député, ces consultations vont bon train. Lorsque je serai prêt, c'est-à-dire en temps opportun, je prendrai une décision.

● (1500)

L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE REPRÉSENTANTS DE L'INDUSTRIE

M. Bill Domm (Peterborough): Madame le Président, j'ai une question supplémentaire pour le ministre de la Consommation et des Corporations. Le directeur général de Loblaw's affirme que 85 p. 100 des détaillants ne veulent pas du système métrique étant donné que les États-Unis ont fait marche arrière et repris le système impérial. Le ministre aura-t-il l'obligeance de nous dire pourquoi après cinq ans de travail avec le groupe de secteur qui doit se réunir lundi, il refuse d'inclure les 50 membres, et invite à leur place la Toledo Weigh Scale Company et six personnes, dont deux ont reçu de l'argent du gouvernement fédéral, pour voter en faveur du système métrique contre les vœux des détaillants de produits alimentaires?

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Madame le Président, même si le député a répété sa question en haussant le ton, ce qu'il dit n'est pas plus sensé. J'ai entendu sa question. Je lui ai dit qu'il s'agit d'une réunion de consultation, que d'autres auront lieu, que les consultations seront très poussées et qu'elles ne seront pas limitées à seulement quelques membres d'un secteur ou d'un groupe. Lorsque les consultations auront été, à mon avis, terminées, je ferai une déclaration appropriée. D'ici là, je recommande au député de rester calme, de ne plus songer au système métrique pendant quelque temps, et de concentrer son attention sur quelque autre cause digne d'intérêt. Il n'a sûrement pas été élu au Parlement uniquement pour s'occuper de la question du système métrique.

* * *

PÉTITIONS

M. FLIS—LA POLOGNE—L'IMPOSITION DE LA LOI MARTIALE

Mme le Président: J'ai l'honneur d'informer les députés que le greffier de la Chambre a déposé sur le bureau le 270^e rapport du greffier des pétitions dans lequel il déclare avoir examiné la pétition présentée par le député de Parkdale-High Park (M. Flis) le mardi 15 juin 1982 et l'avoir trouvée conforme aux exigences du Règlement quant à la forme.